

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DECISION DU MAIRE
N° 2022-147

Domaine : DOMAINE et PATRIMOINE – 3.3 - Locations
Objet : Contrat de location

Le maire,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

VU la délibération n° 2020.062 du 10 juillet 2020 portant délégation de fonctions de l'assemblée délibérante à l'exécutif,

VU les contrats annexés,

CONSIDERANT que la collectivité souhaite mettre à disposition des logements issus de son parc immobilier pour loger le personnel saisonnier du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

CONSIDERANT que dans le respect du cadre réglementaire, la mise à disposition d'un logement doit être formalisée par la signature d'un bail locatif,

DECIDE

Article 1 : de conclure un contrat avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, Etat Major Groupement Immobilier, 24 rue Camphin, CS 60068, 38602 FONTAINE CEDEX, pour la location :

- d'un appartement T3 meublé d'une surface de 70 m², situé au-dessus de l'Office du Tourisme, 21 rue des Sagnes, 38860 LES DEUX ALPES,
- d'un appartement T4 meublé d'une surface de 68 m², situé au-dessus des locaux de la crèche, 21 rue des Sagnes, 38860 LES DEUX ALPES.

Article 2 : de signer à cet effet, les contrats ci-joints.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes administratifs.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le préfet de l'Isère.

Les Deux Alpes, le 6 octobre 2022
Par délégation du conseil municipal,
Le maire, Christophe AUBERT



Envoyé en préfecture le 18/10/2022

Reçu en préfecture le 18/10/2022

Publié le



ID : 038-200064434-20221006-DEC2022147-AR

CONTRAT LOCATION MEUBLÉ

Ne constituant pas la résidence principale du locataire

Non soumis aux dispositions de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée par la loi n°94.624 du 21 juillet 1994

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

COMMUNE LES DEUX ALPES

48, avenue de la Muzelle

38860 LES DEUX ALPES

Représentée par M. Christophe AUBERT, agissant en qualité de Maire

Ci-après désigné " **LE BAILLEUR** "

ET :

SDIS

ETAT MAJOR GROUPEMENT IMMOBILIER

24 rue Camphin

CS 60068

38602 FONTAINE CEDEX

Tél :

Mail :

Ci-après dénommé " **LE LOCATAIRE** "

IL A ETE CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :

Le bailleur loue les locaux et équipements ci-après désignés au locataire, celui-ci les accepte, aux conditions et pour l'usage suivant :

Adresse des locaux :

APPARTEMENT AU DESSUS DE L'OFFICE

21 rue des Sagnes

38860 LES DEUX ALPES

Nature : Appartement meublé

Usage : habitation saisonnière

Désignation des locaux et équipements d'usage privatif :

Surface habitable : 70 m²

Nombre de pièces principales : T3

Séjour, cuisine, salle de bain, WC, 2 chambres

Chauffage : électrique

Ainsi que les objets mobiliers décrits dans l'état des lieux joint.

Dépendances : Balcon Terrasse

CONDITIONS GÉNÉRALES

La présente location, soumise aux dispositions de l'article L 632-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et du Code Civil sur le louage, est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

1 - OCCUPATION – JOUISSANCE :

Le locataire occupera les lieux personnellement avec sa famille. Il ne pourra y installer des tiers en sa présence ou en son absence ;

Il ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie, les lieux loués, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux ;

Il ne pourra céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente location ;

Il devra jouir paisiblement des lieux loués, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité des autres locataires et à la bonne tenue du bien.

2 - ENTRETIEN – TRAVAUX – REPARATIONS :

Le bailleur est tenu de délivrer au locataire le logement décent et en bon état d'usage et de réparations.

Le locataire devra entretenir les lieux loués, pendant toute la durée de la location, et les rendre, en fin de bail, en bon état de réparations locatives et d'entretien lui incombant, notamment du fait des dégradations survenues de son fait ou du fait de personnes qu'il reçoit ;

Il ne pourra faire aucun percement de mur, ni changement de distribution, ni travaux ou aménagement dans les lieux loués sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur, et sous la surveillance de l'architecte de celui-ci ;

Il devra laisser, à la fin du bail, dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, les décors, embellissements et autres travaux qu'il aura fait faire, dans le respect de la clause précédente, à moins que le bailleur ne préfère demander le rétablissement des lieux en leur état primitif, aux frais du locataire ;

Il devra entretenir en bon état les canalisations intérieures, les robinets d'eau, les canalisations et appareillages électriques ou de gaz ;

Il devra faire ramoner, à ses frais, aussi souvent qu'il sera nécessaire ou prescrit par les règlements administratifs, les cheminées ou conduits de fumée, et faire entretenir régulièrement, et au moins une fois par an, tous les appareillages et installations diverses pouvant exister dans les lieux loués ;

Il devra laisser le bailleur visiter les lieux ou les faire visiter chaque fois que cela sera nécessaire pour l'entretien, les réparations et la sécurité de l'immeuble ; il s'engage à prévenir immédiatement le bailleur de toutes dégradations qu'il constaterait dans les lieux loués, entraînant des réparations à la charge du propriétaire. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité à la charge du bailleur en raison de ces dégradations et serait responsable envers lui de l'aggravation du dommage, survenue après la date à laquelle il l'a constatée.

3 - ASSURANCE

Le locataire devra faire assurer convenablement contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, son mobilier ainsi que le recours des voisins et les risques locatifs, par une compagnie notoirement solvable et d'en justifier lors de la remise des clés de cette assurance et du paiement des primes, à toute demande du bailleur.

Il devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurances et en informer en même temps le propriétaire, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux loués, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

Il ne pourra exercer aucun recours contre le bailleur en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux loués et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

4 - RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Le locataire devra acquitter exactement toutes les contributions personnelles et mobilières et satisfaire à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, de manière que le bailleur ne soit point inquiété ni recherché à ce sujet.

Il devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, au règlement de copropriété de l'immeuble ainsi qu'à tout règlement intérieur.

Il devra veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée, en aucune manière, par son fait ou celui des personnes qu'il reçoit.

Il ne pourra rien déposer sur les appuis de fenêtres, balcons et ouvertures quelconques, qui puissent présenter un danger pour les autres occupants de l'immeuble ou leur occasionner une gêne ou nuire à l'aspect de l'immeuble.

Il ne devra déposer aucun objet, paquet ou effet mobilier et ne faire aucun déballage dans les parties communes.

Il ne devra faire stationner, à aucune heure du jour ou de la nuit, dans la cour commune, aucun véhicule ni voiture d'enfant sans autorisation expresse et par écrit du bailleur.

Il devra donner accès, dans les lieux loués : au bailleur, au représentant du SIRES, à leurs architectes ou entrepreneurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire.

En cas d'existence ou d'installations d'antennes de radio-télévision collectives, il devra se brancher sur ces installations collectives en supportant les frais de branchement et de prestation annuelle d'entretien.

En cas de vente des lieux loués, ou en cas de congé donné ou reçu, il devra, dans les trois derniers mois de la location, souffrir l'apposition de panneaux et laisser visiter les lieux tous les jours, sauf dimanches et fêtes, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 18 h 00.

5 – DURÉE

Le logement n'est pas loué à titre de résidence principale (la durée est fixée librement)

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de : 5 mois

A compter du : 1^{er} décembre 2022

pour se terminer le : 30 avril 2023

Toutefois si le bailleur souhaite modifier les conditions du présent contrat, il devra en informer le locataire en respectant un préavis de 1 mois.

6 - RESILIATION - CONGE :

Il pourra être résilié par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte d'huissier :

- **Par le locataire**, à tout moment, en prévenant le bailleur un mois à l'avance,
- **Par le bailleur**, en respectant un préavis de trois mois et en motivant son refus de renouvellement, soit par sa décision de reprendre ou de vendre le logement, soit par un motif légitime et sérieux.

7 - LOYER

La présente location est consentie et acceptée moyennant un loyer mensuel fixé à 700 € pour le 10 de chaque mois.

8 CHARGES

Les parties conviennent que le montant du loyer s'entend hors charges locatives et que les provisions versées au titre de ces dernières feront l'objet d'une régularisation en fin de contrat.

9 - DEPOT DE GARANTIE

Compte tenu de la fonction administrative, le bailleur exonère le preneur du versement d'un dépôt de garantie.

Néanmoins, le preneur est informé que compte tenu de la qualité de personne morale de droit public du bailleur, celui-ci a la faculté d'émettre ses propres titres exécutoires, sans procédure judiciaire préalable.

- Le locataire devra justifier en fin de bail de sa nouvelle domiciliation et du paiement de toute somme dont le bailleur pourrait être tenu en ses lieux et place. Le départ s'entend après complet déménagement et établissement de l'état des lieux de sortie, exécution des répartitions locatives et remise des clefs.

- Le locataire est responsable des dégradations ou pertes qui pourraient survenir en cours de bail dans le logement, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure, par la faute du bailleur ou par la faute d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

10 - CAUTIONNEMENT

Le cas échéant, le bailleur peut demander qu'un tiers se porte caution et s'engage à exécuter, en cas de défaillance du locataire, les obligations résultant du contrat de location. L'engagement de caution résulte alors d'un acte établi séparément du présent contrat. Le bailleur remet à la caution un exemplaire du contrat de location.

11 - CLAUSE RÉSOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul mois de loyer à son échéance, ou des charges, ou en cas d'inexécution de l'une des clauses du bail, et un mois après une sommation de payer ou d'exécuter demeurée sans effet, le bail sera résilié de plein droit, si bon semble au bailleur, et sans formalité judiciaire.

Si le locataire refuse de quitter les lieux, il suffira, pour l'y contraindre, d'une ordonnance de référé rendue par le président du tribunal d'instance

En outre, et sans qu'il soit dérogé à la précédente clause résolutoire, le locataire s'engage formellement à respecter les deux clauses pénales qui suivent :

1 - Tout retard dans le paiement du loyer ou de ses accessoires entraînera une majoration de plein droit de 10 % sur le montant des sommes dues, en dédommagement du préjudice subi par le bailleur, et ce sans qu'une mise en demeure soit nécessaire, en dérogation à l'article 1230 du Code civil. En outre, le locataire devra rembourser au bailleur les frais nécessaires à l'exécution du titre, sans préjudice de l'application judiciaire de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

2 - Si le locataire déchu de tout titre d'occupation ne libère pas les lieux, résiste à une ordonnance d'expulsion ou obtient des délais pour son départ, il devra verser par jours de retard, outre les charges, une indemnité conventionnelle d'occupation égale au loyer quotidien, ceci jusqu'à complet déménagement et restitution des clés.

Cette indemnité est destinée à dédommager le bailleur du préjudice provoqué par l'occupation des lieux loués faisant obstacle à l'exercice des droits du bailleur.

12 - ETAT DES LIEUX- INVENTAIRE

Un état des lieux et un inventaire des meubles seront dressés, entre les parties lors de la remise des clés et de leur restitution. Le locataire peut signaler une non-conformité avec l'état des lieux dans un délai de 10 jours.

13 - SOLIDARITE - INDIVISIBILITE - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, il y aura solidarité et indivisibilité entre les parties ci-dessus désignées sous la dénomination " le locataire ", entre héritiers ou représentants du locataire venant à décéder (sous réserve de l'article 802 du Code Civil).

Pour l'exécution du bail, le bailleur fait élection de domicile en son domicile et le locataire dans les lieux loués.

Envoyé en préfecture le 18/10/2022

Reçu en préfecture le 18/10/2022

Publié le

SLO

ID : 038-200064434-20221006-DEC2022147-AR

CONDITIONS PARTICULIERES

Outre les conditions générales indiquées ci-après, le présent contrat est consenti et accepté aux prix, charges et conditions particulières suivantes :

Durée initiale du contrat : 5 mois

Date de prise d'effet : Le contrat prendra effet le 1^{er} décembre 2022
pour se terminer le 30 avril 2023

Montant des paiements :

Loyer : 700 €

REGULARISATION des charges eau (eau chaude) et électricité en fin de contrat sur relevé de compteurs.

TOTAL MENSUEL : 700 €

Termes de paiement : Cette somme sera payable à réception de l'avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public **avant le 10 de chaque mois.**

- Soit par chèque établi à l'ordre du Trésor Public et à envoyer à la Trésorerie-

TRESOR PUBLIC 19 avenue du Docteur-Tagnard

38350 La Mure

- Soit par virement bancaire sur le compte de la Trésorerie : RIB : 30001 00419 D3830000000 20

IBAN : FR76 3000 1004 19D3 8300 0000 020

BIC : BDFEFRPPCCT

En précisant dans l'objet du Virement : **2A- le N° du titre de recette et le mois du loyer.**

Documents
annexés

Etat des lieux

Acte de caution solidaire

Inventaire

Règlement
intérieur

Diagnostic performance
Energétique

Liste des charges
récupérables

Etat des risques

PIECES JOINTES (état des lieux) :

Nombre de clés remises :

Fait à les 2 Alpes, le 4 octobre 2022

En deux exemplaires dont un remis à chacune des parties qui le reconnaît.

Le bailleur ou son mandataire
Maire de Les Deux Alpes
M. Christophe AUBERT
*(signature précédée de la mention " lu et
approuvé ")*

Le(s) Locataire(s)
(signature précédée de la mention " lu et approuvé ")



Envoyé en préfecture le 18/10/2022

Reçu en préfecture le 18/10/2022

Publié le



ID : 038-200064434-20221006-DEC2022147-AR